



SOMMAIRE

Page

Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2178, A/C.4/L.231] (suite) 167

Président: M. Rodolfo MUNOZ (Argentine).

Facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes: rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (territoires non autonomes) [A/2178, A/C.4/L.231] (suite)

[Point 36*]

1. M. EL-PHARAONY (Egypte) rappelle que l'étude des facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes a été entreprise à la suite d'une proposition formulée en 1949 par la délégation de l'Egypte (A/C.4/L.37). Cette proposition était motivée par les graves préoccupations qu'avait éprouvées la délégation de l'Egypte, ainsi que certaines autres délégations, en constatant qu'en 1948 le nombre des territoires au sujet desquels des renseignements étaient transmis était tombé à soixante-trois, alors qu'en 1946, suivant la résolution 66 (I) de l'Assemblée générale, le nombre de ces territoires était de soixante-quatorze. C'est pourquoi l'Assemblée générale a adopté la résolution 222 (III) aux termes de laquelle elle accueillait avec satisfaction tout progrès réalisé dans le sens de l'autonomie, mais considérait cependant que l'Organisation des Nations Unies devait nécessairement être informée de toute modification intervenue dans la constitution et le statut de l'un quelconque des territoires non autonomes en vertu de laquelle le gouvernement responsable estime inutile la communication de renseignements aux termes de l'Article 73, e, de la Charte. Les Membres intéressés ont donc été invités en pareils cas à transmettre au Secrétaire général tous renseignements utiles, y compris les textes constitutionnels, législatifs ou réglementaires concernant le gouvernement du territoire et les textes relatifs aux liens constitutionnels entre le territoire et le gouvernement métropolitain. Par la suite, il est devenu évident qu'il

conviendrait de tenir compte de certains critères en examinant des situations de ce genre; la résolution 334 (IV) a préconisé l'étude des facteurs dont il convient de tenir compte pour décider si un territoire est, ou n'est pas, un territoire dont les populations s'administrent complètement elles-mêmes.

2. La Commission est saisie maintenant du rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs (A/2178). Des orateurs précédents ont examiné en détail les divers facteurs énumérés dans le rapport; les uns ont mis l'accent sur des facteurs particuliers qui, à leur avis, devraient être considérés comme essentiels ou déterminants, alors que d'autres ont souligné les diverses lacunes du rapport. Le représentant du Venezuela, à la 273^{ème} séance, a mis en lumière les éléments du problème et a fait une analyse d'ensemble des divers facteurs, du cadre dans lequel il conviendrait de les considérer et de la valeur qu'il fallait leur attribuer. La délégation de l'Egypte appuie chaleureusement le point de vue du représentant du Venezuela. Elle estime que la liste des facteurs ne doit pas donner lieu à de sérieuses divergences de vues dès l'instant où le rapport précise nettement que les facteurs ne peuvent avoir que la valeur d'une indication lorsqu'il s'agit de déterminer si un territoire s'administre ou non complètement lui-même et qu'un facteur particulier, ou une combinaison déterminée de facteurs, ne peut être considéré comme décisif dans chaque cas, car chaque cas particulier doit être tranché en tenant compte des circonstances qui lui sont propres. C'est dans cet esprit que le projet de résolution commun (A/C.4/L.231), à l'élaboration duquel la délégation de l'Egypte a participé, propose d'approuver la liste de facteurs telle qu'elle figure dans le rapport du Comité *ad hoc*. La délégation de l'Egypte partage entièrement l'opinion exprimée par le représentant de Cuba à ce sujet, à la 273^{ème} séance.

3. La délégation de l'Egypte considère que l'opinion des populations intéressées est un élément de la plus haute importance, qui devrait être déterminant dans tous les cas. Cela est particulièrement vrai dans le cas d'une association: le processus naturel, logique et

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

normal de l'évolution veut qu'un peuple assujéti à un autre cherche à se libérer de cette domination, à accéder progressivement à l'autonomie complète, et, finalement, à l'indépendance. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que des peuples accèdent à l'autonomie complète ou à l'indépendance par association ou par assimilation à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays, en particulier lorsqu'il existe des différences de race, de langue, de religion, de patrimoine culturel, d'intérêts et d'aspirations entre ces populations et celles du pays auquel elles sont associées. Les termes "association" ou "assimilation", aussi bien que les termes "incorporation" ou "annexion" sous-entendent une certaine pression, un acte d'autorité de la part de la Puissance administrante. Bien entendu, il n'en est pas toujours ainsi. Cependant, d'une manière générale, l'objectif à atteindre est l'indépendance, et les autres formes d'autonomie, par assimilation ou par association, devraient être entourées de toutes les garanties nécessaires. C'est pourquoi les auteurs du projet de résolution tiennent essentiellement à ce que, dans le cas de l'assimilation d'un territoire, on s'assure de la volonté expresse, librement et nettement exprimée, de la population. Dans tous les cas de ce genre, l'Organisation des Nations Unies doit avoir la preuve, sans qu'il subsiste le moindre doute, que la volonté de la population s'est exprimée librement soit par la voie d'un plébiscite organisé sous ses auspices, soit suivant toute autre procédure démocratique.

4. L'étude des éléments constitutifs de l'autonomie complète devrait être suivie de l'examen des principes qui doivent guider les Puissances administrantes et l'Assemblée générale lorsqu'il s'agit d'appliquer ces facteurs. Dans la résolution 66 (I), l'Assemblée générale a donné la liste des territoires non autonomes d'après les indications des Puissances administrantes intéressées. Les Puissances administrantes devraient être disposées maintenant à tenir compte de toute liste de facteurs élaborée par l'Assemblée générale, lorsqu'elles examinent la question de savoir si un territoire a accédé à l'autonomie complète. La Quatrième Commission devrait également décider de tenir compte des mêmes facteurs lorsqu'elle est appelée à examiner un cas particulier dans lequel une Puissance a cessé de transmettre des renseignements. Si l'Assemblée générale se prononçait clairement sur ces deux points, il deviendrait plus facile de définir les principes en cause et la procédure à suivre.

5. M. Shiva RAO (Inde) déclare que, quels que soient ses avantages ou ses inconvénients, le projet de résolution commun en cours d'examen est utile en ce qu'il appelle spécialement l'attention de la Commission sur les aspects pratiques de la question des facteurs.

6. A sa première session, en 1946, l'Assemblée générale a adopté la résolution 9 (I) indiquant que les Nations Unies se rendaient pleinement compte des problèmes et des aspirations des populations qui ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes et qui ne sont pas directement représentées à l'Organisation. Cette résolution soulignait également que des obligations acceptées par tous les Membres de l'Organisation aux termes du Chapitre XI de la Charte n'étaient nullement liées à la conclusion d'accords de tutelle ou à la constitution du Conseil de tutelle, et qu'elles étaient en fait dès lors en vigueur. Le dispositif de cette résolution invitait le Secrétaire général à

inclure dans son rapport annuel un résumé des renseignements que pourraient lui transmettre des Etats Membres des Nations Unies en vertu de l'Article 73, e, de la Charte.

7. Dès le début, l'Assemblée générale s'est vivement intéressée, sur le plan pratique, à l'étude des renseignements fournis par les Puissances administrantes. Elle a constaté que le Secrétaire général n'était pas en mesure de préparer une liste des territoires non autonomes parce qu'il était difficile de définir le sens exact de l'expression "dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes". L'Assemblée générale s'est donc contentée de noter que les Puissances administrantes transmettraient des renseignements au sujet des territoires énumérés dans la résolution 66 (I) de l'Assemblée générale. L'Assemblée générale n'a pas précisé que la liste qui figure dans cette résolution était complète, mais elle n'a pas mis en cause le contenu de cette liste et elle l'a acceptée comme base de travail. En 1947 et en 1948, certaines Puissances administrantes n'ont pas transmis de renseignements au sujet de certains territoires et n'en ont pas donné les raisons. C'est alors que l'Assemblée générale a adopté son importante résolution 222 (III) par laquelle elle rappelait l'intérêt qu'elle porte au développement des territoires non autonomes et affirmait que l'Organisation des Nations Unies est en droit de recevoir des renseignements d'ordre politique et constitutionnel, tout au moins aux derniers stades de l'évolution des territoires non autonomes. Enfin, l'Assemblée générale a adopté la résolution 448 (V) relative au développement des territoires non autonomes. Cette résolution, dont le préambule et le dispositif sont aussi importants l'un que l'autre, reliait la résolution 222 (III) à l'accession de l'Indonésie à l'autonomie.

8. M. Rao reconnaît pleinement la nécessité d'étudier le problème comme un tout sans en négliger aucun aspect. Cependant, il faut également tenir compte des principes énoncés dans le Chapitre XI et des résolutions par lesquelles l'Assemblée générale les a mis en vigueur depuis plus de six ans. L'objectif du Chapitre XI de la Charte est la complète autonomie. Comme l'Assemblée générale n'a pas pu donner une définition satisfaisante de cette notion en 1946, elle a accepté la liste des territoires préparée unilatéralement par les Puissances administrantes, afin que l'Article 73 de la Charte puisse être appliqué sans délai. En 1947 et en 1948, cette liste a commencé à décroître; l'Assemblée générale a immédiatement pris note de ce fait et en a demandé les raisons. La résolution 222 (III) prouve que l'intérêt que l'Assemblée porte à la question, et sa compétence, ne sont pas limités par une interprétation littérale de l'Article 73, e. Les territoires énumérés dans la résolution 66 (I) sont des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes. M. Rao cite un passage des comptes rendus officiels de la Conférence de San-Francisco d'où il ressort que les mots "pas encore" doivent se rapporter à tous les degrés d'autonomie partielle qui précèdent l'autonomie complète, qui seule peut libérer la Puissance administrante de sa responsabilité.

9. Un territoire non autonome ne peut être supprimé de la liste que pour deux raisons: l'accès à l'autonomie complète, comme c'est le cas de l'Indonésie, qui, après avoir été territoire non autonome, est devenu Membre des Nations Unies, et le passage du statut de territoire

non autonome à celui de Territoire sous tutelle. L'Assemblée générale ne perd de vue un territoire non autonome à aucun stade de son évolution; elle continue à s'y intéresser activement soit en vertu de Chapitre XI, soit en vertu des Chapitres XII et XIII, soit en l'admettant comme Membre de l'Organisation.

10. La délégation de l'Inde ne trouve rien à critiquer dans les termes du projet de résolution. Elle ne comprend pas les objections que le représentant du Canada a formulées à la 273ème séance au sujet du deuxième considérant. Il semble évident que les obligations des Puissances administrantes, à l'égard de chaque territoire, subsistent tant que les objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte ne sont pas atteints. Sous sa forme actuelle, le projet de résolution semble ne devoir soulever aucune objection, puisqu'il expose des faits, rappelle les buts légitimes que l'Assemblée générale s'est fixés, et aboutit à une suggestion quant à la bonne méthode à employer pour étudier à l'avenir le cas de territoires non autonomes au sujet desquels les Puissances administrantes cesseraient de transmettre des renseignements.

11. Enfin, la délégation de l'Inde considère que le rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs contient des éléments concrets qui peuvent très utilement contribuer à l'étude de ce problème complexe.

12. M. NAUDY (France) déclare que la première impression éprouvée par la délégation française à la lecture du projet de résolution commun est qu'il se classe dans la catégorie des propositions ambitieuses qui prétendent interpréter les dispositions de la Charte, alors qu'en réalité, elles les transgressent. Ce n'est pas la première fois que la Quatrième Commission résout d'un trait de plume des questions complexes et grosses de conséquences. En outre, le projet de résolution suppose résolues les difficultés signalées par la plupart des orateurs qui ont pris la parole pour signaler les lacunes du travail effectué par le Comité *ad hoc*.

13. Le deuxième considérant du projet déclare que l'obligation de transmettre les renseignements subsiste, à l'égard de chaque territoire, tant que les objectifs énoncés au Chapitre XI de la Charte ne sont pas atteints. Comme le représentant du Canada l'a souligné, cette position de principe est absolument gratuite. Il existe, dans l'évolution des territoires non autonomes vers l'autonomie, des degrés et des étapes. L'obligation énoncée à l'alinéa e de l'Article 73, avec ses réserves et ses limitations, est la seule obligation formelle que comporte l'engagement général contracté en vertu du Chapitre XI, et cette obligation cesse lorsqu'elle n'a plus d'objet, c'est-à-dire lorsque les territoires non autonomes ont atteint l'autonomie dans les domaines visés à l'Article 73, e. Il est impossible d'imposer aux Puissances administrantes des obligations plus importantes que celles qu'elles ont souscrites. La transmission de renseignements doit cesser lorsque le degré d'évolution d'un territoire est suffisant pour libérer les Puissances administrantes de cette obligation particulière. L'évolution dont il s'agit a fait parvenir le territoire intéressé à une situation qui n'est peut-être pas encore celle de l'autonomie, mais qui n'est plus celle de la non-autonomie à laquelle s'appliquent les dispositions de l'Article 73, e. Le Comité des facteurs n'a pas étudié des cas limites de ce genre, ni défini les critères qu'il faudrait leur appliquer. La délégation française estime donc

que le problème reste entier et ne saurait approuver des dispositions qui le supposent résolu. Le paragraphe 4 du dispositif repose sur un principe analogue que l'on semble également considérer comme acquis et que le représentant de Cuba a appelé l'indivisibilité du concept d'autonomie. La délégation de la France rejette ce paragraphe pour les mêmes raisons qu'elle rejette le deuxième considérant.

14. Le cinquième considérant et les paragraphes 1 et 5 du dispositif supposent que l'Assemblée générale a compétence pour décider si un territoire a ou n'a pas atteint une complète autonomie, ou pour étudier les questions qui se posent à propos de la cessation de la transmission de renseignements ou de l'obligation de transmettre des renseignements. Les résolutions précédentes adoptées par l'Assemblée générale, et notamment la résolution 334 (IV), ne donnaient pas à l'Assemblée générale une telle compétence et la laissaient, implicitement au moins, aux Puissances administrantes. Or, les dispositions du projet de résolution commun tendent à donner aux Nations Unies certains pouvoirs de contrôle sur les territoires non autonomes, qui sont contraires à l'esprit et à la lettre du Chapitre XI, ainsi qu'aux principes énoncés au paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte. L'administration des territoires non autonomes et les mesures prises pour assurer leur évolution politique entrent dans les attributions des Puissances administrantes dont les parlements statuent à cet égard en dernier ressort. Toute intervention des Nations Unies dans ce domaine constituerait une ingérence dans les affaires intérieures des Puissances intéressées et entraînerait une dualité de responsabilités tout à fait inconcevable et dangereuse.

15. Le Gouvernement français a formulé une réserve formelle à cet égard à la Conférence de San-Francisco¹. Il a rappelé chaque année, dans les communications par lesquelles il transmettait des renseignements au Secrétaire général en vertu de l'Article 73, e, que la détermination des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes relève de la compétence exclusive des Puissances administrantes. Les questions de principe qui sont traitées avec désinvolture dans le projet de résolution commun revêtent, en réalité, une importance capitale et la délégation française réitère solennellement ces réserves. Elle s'opposera au projet de résolution commun si celui-ci demeure dans sa forme actuelle.

16. M. WINIEWICZ (Pologne) estime qu'il ne peut y avoir de réponse pratique au problème des facteurs si l'on ne tient pas dûment compte de deux considérations préliminaires, mais indispensables. En premier lieu, qui a qualité pour déterminer si un territoire a atteint le stade d'autonomie envisagé dans l'ensemble de l'Article 73? M. Winiewicz insiste sur les mots "l'ensemble de l'Article 73", en raison de l'obstination avec laquelle les Puissances coloniales essaient de limiter exclusivement le problème des territoires non autonomes à l'alinéa e de cet article. En second lieu, quel sens faut-il attribuer dans la Charte aux mots "territoire dont les populations... s'administrent... complètement elles-mêmes"?

17. Au cours des sept années d'existence de l'Organisation, les Puissances coloniales ont décidé unilatéralement

¹ Voir *Conférence des Nations Unies pour l'organisation internationale*, II/4/8.

de cesser de transmettre des renseignements pour treize territoires non autonomes, en se contentant de porter ce fait à la connaissance du Secrétaire général. L'Assemblée générale n'a jamais reçu aucune explication valable au sujet de la cessation de la transmission des renseignements. Les Puissances coloniales continuent de traiter les territoires non autonomes comme leur domaine exclusif. Leur attitude à cet égard constitue une nouvelle violation des dispositions de la Charte.

18. Les Puissances coloniales sont tenues de transmettre des renseignements en vertu d'une convention obligatoire; la responsabilité internationale assumée par ces Puissances ne peut cesser qu'en vertu d'une décision internationale prise par l'Assemblée générale elle-même. Avant qu'une Puissance administrante quelconque puisse être libérée de son obligation de transmettre les renseignements prévus à l'alinéa e de l'Article 73, le Comité des renseignements doit examiner toutes les données concernant la modification du statut du territoire en question, et soumettre à l'Assemblée générale, à qui appartient la décision finale en la matière, un recommandation tendant à ce que les renseignements cessent d'être transmis au sujet du territoire en question.

19. Les territoires non autonomes ne sont pas de simples provinces qui relèvent de la puissance souveraine du pays métropolitain; le paragraphe 7 de l'Article 2 de la Charte ne peut leur être appliqué. L'objet du Chapitre XI est d'établir un rapport particulier entre les territoires non autonomes et l'Organisation des Nations Unies. Les Puissances administrantes ne sont pas seules responsables du sort présent et futur de populations non autonomes; ce sort intéresse au premier chef tous les Etats Membres.

20. En ce qui concerne le rapport du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs, il est instructif d'étudier les raisons données par les Puissances administrantes pour justifier leur décision unilatérale de cesser de transmettre des renseignements sur certains territoires non autonomes. Ces explications sont de deux sortes. La première excuse consiste à prétendre hypocritement que les renseignements sur la situation économique, sociale et de l'instruction ne sont plus transmis parce que ces territoires sont devenus autonomes dans ces domaines et qu'on concevrait mal qu'un gouvernement puisse continuer d'être lié par une obligation au sujet d'activités qui ne relèvent plus de lui. Le Gouvernement français a réitéré cet argument dans ses observations sur certains facteurs (A/AC.58/4). C'est là une déformation complète du sens du Chapitre XI. L'Article 73 montre clairement que les territoires non autonomes sont les colonies dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes. Les Puissances administrantes ont donc l'obligation de communiquer des renseignements à leur sujet jusqu'au jour où elles seront devenues complètement autonomes. Une prétendue autonomie en matière économique et sociale et dans le domaine de l'enseignement ne saurait délier les Puissances coloniales des obligations que leur impose le Chapitre XI de la Charte ni les dispenser de transmettre des renseignements.

21. La deuxième excuse qu'on a présentée pour esquiver les obligations de la Charte est l'association du territoire non autonome à la métropole (il vaudrait mieux dire l'absorption) au moyen d'une mesure consti-

tutionnelle. On a eu recours à ce procédé à plusieurs reprises, et il est probable qu'on emploiera le même procédé à l'avenir au détriment des populations non autonomes. Que l'identité nationale des autochtones soit détruite brutalement et ouvertement ou bien par des méthodes en apparence constitutionnelles, ce genre d'association n'a absolument rien de commun avec l'autonomie complète envisagée par la Charte. L'Organisation des Nations Unies doit s'opposer à ces mesures de toute son autorité.

22. Il convient de souligner que l'alinéa e n'est qu'une partie de l'Article 73. Aux termes du préambule et des alinéas a, b, c, et d de l'Article 73, les Puissances administrantes se sont engagées à assurer et à favoriser le progrès politique des populations non autonomes, à respecter leurs aspirations et à assurer leur progrès économique et social et le développement de leur instruction. Le texte de l'Article 73 ne laisse aucun doute: par les mots "territoires dont les populations . . . s'administrent . . . complètement elles-mêmes" la Charte entend des territoires politiquement indépendants. La résolution 66 (I) de l'Assemblée générale et les autres textes cités par le représentant de l'Inde conduisent tous à la même conclusion.

23. Parmi les territoires non autonomes au sujet desquels les renseignements ne sont plus transmis, seule l'Indonésie est devenue indépendante et Membre des Nations Unies. Les autres territoires ont été exclus du système de la responsabilité internationale et sont apparemment laissés à la merci des intérêts égoïstes des Puissances métropolitaines. Cette évolution n'a jamais été envisagée dans la Charte ni dans les nombreuses résolutions adoptées ultérieurement au sujet des territoires non autonomes.

24. Avant qu'un territoire non autonome puisse assumer en toute indépendance la responsabilité de son avenir, il doit être libéré de la domination et de la pression de la Puissance coloniale. L'alinéa 4 du paragraphe A de la première partie de la liste des facteurs, qui figure dans le rapport du Comité, fait état de la "liberté pour le territoire de conclure des accords relatifs à sa défense nationale". Des bases militaires ont été établies dans plusieurs territoires non autonomes par les Puissances coloniales, et tant que ces bases existeront, aucun peuple non autonome ne pourra assurer librement la responsabilité de son propre avenir.

25. Un autre facteur qui doit, paraît-il, permettre de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance est la "pleine compétence pour gérer les affaires économiques". Chacun sait que tous les territoires non autonomes sont sous la domination économique absolue des métropoles. Il n'est possible d'instaurer une parfaite indépendance économique qu'en expropriant les intérêts étrangers. Tant que ces intérêts conserveront la direction économique des territoires non autonomes, les populations non autonomes ne seront pas libres.

26. La deuxième partie de la liste des facteurs dit que pour déterminer "le statut ou le changement de statut" que les populations désirent, il faut que l'opinion des populations du territoire soit "librement exprimée, en connaissance de cause, et par des voies démocratiques". Même dans les territoires coloniaux où la population autochtone a déjà atteint une grande maturité politique, il n'existe que des simulacres de la démocratie. Dans les rares cas où ces voies démocratiques existent, les

prétendus organes législatifs sont trop souvent composés de représentants désignés, dont la plupart sont des colons venus de la métropole et qui n'ont rien en commun avec la population autochtone. Les autochtones aspirent à la liberté et à l'indépendance, les colons font tout en leur pouvoir pour prolonger la domination coloniale.

27. L'alinéa 3 du paragraphe A de la deuxième partie parle de "limitation volontaire de souveraineté". Ce paragraphe, de même que l'alinéa 1 du paragraphe C, pourrait faire croire que, "de sa propre volonté", la population d'un territoire pourrait opter pour le joug colonial. On pourrait, alors qualifier d'autonomes des territoires auxquels la Puissance administrante aurait imposé un pouvoir législatif et un conseil exécutif fantoches. Dans l'alinéa 1 du paragraphe C il est question d'une assemblée législative "légalement constituée d'une manière librement approuvée par la population", et non d'une assemblée élue; cela peut signifier que les membres d'une assemblée législative constituée par une Puissance coloniale agissent d'une manière librement approuvée par la population. Cette interprétation est à rejeter de façon catégorique, car son adoption signifierait que les Nations Unies approuvent le système actuel, fort peu démocratique, en vertu duquel le régime colonial s'exerce par l'intermédiaire d'assemblées législatives désignées.

28. Adopter comme des définitions obligatoires les facteurs "permettant de conclure qu'un territoire est librement associé à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays" permettrait de sanctionner un régime colonial déguisé, comme les Français le pratiquent par l'intermédiaire de l'Union française, comme les États-Unis ont essayé de l'instaurer par le "Commonwealth" de Porto-Rico ou comme le Royaume-Uni l'applique dans ses colonies. Si, par exemple, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland formaient une fédération avec la Rhodésie du Sud, comme il en est question, il est probable que la fédération tout entière deviendrait "autonome" et le Gouvernement du Royaume-Uni ne s'estimerait plus tenu de présenter des rapports concernant la Rhodésie du Nord et le Nyassaland.

29. Il est significatif que dans l'énoncé des facteurs présenté par le Comité *ad hoc* il est souvent question de limitation "volontaire" de la souveraineté et d'association "librement" décidée avec la métropole ou d'autres colonies. C'est seulement quand le joug colonial aura été supprimé que la libre volonté des peuples non autonomes pourra s'exprimer pleinement. Le rapport du Comité *ad hoc* ne précise pas ce point.

30. Le Comité *ad hoc* a complètement échoué dans sa tentative de porter un jugement neuf sur la question essentielle du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; or, ce droit est clairement défini au paragraphe 2 de l'Article premier de la Charte comme l'un des principaux objectifs des Nations Unies. A un moment historique donné, ce droit peut être exercé par l'un quelconque des peuples non autonomes. Ces peuples ne consulteront pas un dictionnaire pour savoir s'ils répondent parfaitement à la définition d'une nation libre: ils demanderont simplement que soit reconnu leur droit à disposer d'eux-mêmes et la question sera résolue non par une classification mécanique, mais par la lutte qu'ils mèneront pour leur entière indépendance.

31. La délégation polonaise n'est pas pour les formules rigides qui s'appliqueraient à tous les territoires non autonomes en toutes circonstances. Si l'Assemblée générale ne fait pas preuve de réalisme, les Puissances administrantes cesseront de transmettre des renseignements sans que les territoires soient devenus autonomes ou indépendants et le nombre des territoires non autonomes dont la situation est étudiée chaque année par les Nations Unies sera réduit à zéro.

32. Le Comité spécial lui-même a reconnu les limitations de son travail au paragraphe 5, C, de son rapport quand il déclare qu'il faudra tenir "compte des circonstances propres à chaque cas particulier, circonstances qu'il sera nécessaire d'étudier séparément". Il faut éviter les généralisations dangereuses et l'Assemblée générale devrait faire un examen critique et objectif de chaque cas, sans se reporter uniquement à des facteurs pour déterminer si le territoire intéressé s'administre complètement lui-même, aux termes de la Charte. Le principe essentiel dont il faut tenir compte est le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes; on doit mettre tout en œuvre pour éviter d'affaiblir ou de fausser ce droit, et pour éliminer les obstacles que les Puissances administrantes essaient de susciter pour différer le jour où les peuples non autonomes l'invoqueront. La délégation polonaise doit faire certaines réserves en ce qui concerne le principe même du rapport du Comité *ad hoc*, qui, dans certains cas, pourrait être incompatible avec le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

33. M. GERIG (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation approuve le rapport du Comité *ad hoc*. Le rapport témoigne de l'étude minutieuse et attentive qui a été consacrée à cette question complexe. Il convient que l'Assemblée générale adopte le rapport, car il représente le maximum d'accord auquel il soit possible de parvenir pour le moment. Bien entendu, le texte pourrait être perfectionné et la délégation des Etats-Unis est disposée à prendre en considération toute proposition présentée à cette fin.

34. En approuvant le rapport, la délégation des Etats-Unis tient à préciser, que, comme le Comité l'a dit lui-même, il est bien entendu qu'une énumération de facteurs ne peut avoir que la valeur d'une indication lorsqu'il s'agit de déterminer si un territoire s'administre ou non lui-même. Elle partage également l'avis du Comité selon lequel chaque cas particulier doit être tranché en tenant compte des circonstances qui lui sont propres et qu'un facteur particulier ou une combinaison de facteurs ne peut être considérée comme décisive dans chaque cas. Il faut louer le Comité d'avoir évité les conclusions simplistes qui ne faciliteraient pas la recherche du critère qui doit permettre de juger si un territoire s'administre lui-même.

35. Les facteurs se rangent en trois catégories. Premièrement, ceux qui permettent de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance; deuxièmement, ceux qui permettent de conclure qu'une population a accédé à une autre forme d'autonomie séparée; troisièmement, ceux qui permettent de conclure qu'un territoire est librement associé à d'autres parties constitutives de la métropole ou d'un autre pays. Les listes de facteurs sont plus ou moins pertinentes; certains éléments complémentaires mériteraient peut-être d'y figurer. Cependant, la délégation des Etats-Unis ne propose aucun facteur nouveau, en partie parce qu'il

serait peut-être dangereux d'avoir une liste si longue que les populations des territoires non autonomes elles-mêmes risquent de s'y méprendre et de se laisser décourager en s'imaginant qu'elles doivent répondre à trop de conditions pour atteindre le but désiré, à savoir l'autonomie. A vrai dire quand elle a étudié la liste des facteurs, la délégation des Etats-Unis s'est demandée si certains Etats indépendants Membres des Nations Unies remplissaient les conditions requises pour se dire autonomes.

36. La délégation des Etats-Unis félicite le Comité *ad hoc* d'avoir clairement indiqué la différence entre l'indépendance et l'autonomie: alors que les gouvernements indépendants sont autonomes, les gouvernements autonomes ne sont pas tous indépendants.

37. Il est en outre nettement reconnu dans le rapport que les territoires non autonomes ne progressent pas tous dans la même direction et peuvent ne pas tous désirer prendre le même chemin. Si les uns évoluent vers l'indépendance, d'autres vont manifestement vers une libre association avec la métropole ou un autre Etat ou groupe d'Etats.

38. En ce qui concerne le projet de résolution A/C.4/L.231, la délégation des Etats-Unis est reconnaissante aux représentants du Venezuela et de Cuba d'avoir clairement expliqué à la 273^{ème} séance sur quels postulats leur texte est fondé. Il ressort des termes employés dans le projet de résolution et des explications fournies par ses auteurs que ce projet de résolution se fonde sur deux hypothèses que le Gouvernement des Etats-Unis doit, vu sa constitution, rejeter l'une et l'autre. La première de ces hypothèses veut que l'autonomie soit indivisible et qu'en conséquence les Puissances administrantes soient tenues de transmettre les renseignements prévus à l'Article 73, e, jusqu'au moment où le territoire en question sera autonome non seulement sur le plan économique, social et de l'enseignement, mais encore sur le plan politique. La seconde hypothèse veut que la responsabilité et le droit de décider qu'un territoire est devenu autonome et ne doit plus faire l'objet de communications de renseignements appartienne non seulement à la Puissance administrante seule mais conjointement à l'Assemblée générale et à la Puissance administrante intéressée.

39. En ce qui concerne le premier de ces points, la délégation des Etats-Unis estime que la population et le gouvernement d'un territoire et la population et le gouvernement de la métropole peuvent, s'ils le désirent, déterminer librement la nature de leurs relations mutuelles et que, dans un arrangement ainsi librement convenu, ils peuvent décider que certaines questions comme les problèmes économiques, sociaux et de l'enseignement, doivent à l'avenir relever exclusivement du gouvernement du territoire tandis que le gouvernement métropolitain doit avoir la responsabilité de certaines autres questions, d'ordre politique, telles que les relations extérieures et la défense. Si, dans le cadre d'un arrangement de ce genre, le gouvernement du territoire ne désire pas soumettre de rapport sur ses affaires économiques et sociales au gouvernement métropolitain, ou ne désire pas que les renseignements fournis soient transmis aux Nations Unies, non seulement il serait contraire à l'accord de l'obliger à le faire, mais encore cela aboutirait en fait à priver le territoire d'une grande partie de l'autonomie nouvellement acquise par lui. Il

est difficile de croire que telle est l'intention du représentant de Cuba ou des autres auteurs du projet de résolution. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement des Etats-Unis ne saurait s'associer à une action qui limiterait l'autonomie d'un territoire; il ne pourra appuyer une résolution fondée sur de telles prémisses.

40. Quant au second point, la délégation des Etats-Unis considère que chaque Puissance administrante a le droit de fixer la position constitutionnelle et le statut des territoires soumis à sa souveraineté. La décision de cesser de communiquer les renseignements prévus à l'Article 73, e, appartient uniquement à la Puissance administrante. Cela ne veut pas dire que l'Assemblée générale n'a pas de rôle à jouer. Au contraire, elle pourrait utilement préciser l'interprétation convenable d'expressions telles que "territoires non autonomes" ou "territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes". Puisque ces expressions se trouvent dans la Charte, la définition en doit être décidée collectivement plutôt que de façon unilatérale. L'Assemblée générale devrait pouvoir discuter ces expressions, tenter de les définir et recommander à l'attention des Puissances administrantes la définition qu'elle aura adoptée. L'Assemblée générale pourrait en outre exprimer son opinion en termes généraux sur les principes que les Puissances administrantes ont pris ou pourraient prendre comme guide pour décider de transmettre des renseignements sur tels ou tels territoires; mais une résolution relative à la décision d'une Puissance administrante de cesser de transmettre des renseignements ne doit pas sous-entendre que cette décision est sujette à l'approbation ou au désaveu de l'Assemblée générale. Si la population d'un territoire choisit librement de devenir partie intégrante d'un autre Etat et que le gouvernement de cet Etat prend, dans le cadre de sa constitution, les mesures législatives nécessaires en vue de cette union, ces mesures législatives ne peuvent faire l'objet d'un nouvel examen ni d'une éventuelle révision de la part de l'Assemblée générale, car l'Assemblée générale ne peut s'ingérer dans les dispositions législatives par lesquelles les gouvernements s'acquittent, conformément à leur constitution, des devoirs qui leur sont confiés. Aucun des Membres des Nations Unies n'admet que la législation des Etats Membres relève de la compétence de la Quatrième Commission ou de l'Assemblée générale. L'Organisation des Nations Unies n'est pas un gouvernement mondial. Les Etats-Unis n'ont pas renoncé à leur droit de décider quand un territoire a suffisamment évolué pour devenir un Etat et ne peuvent céder ce droit à la Quatrième Commission, puisqu'il s'agit d'une question constitutionnelle au sujet de laquelle le Gouvernement des Etats-Unis ne peut renoncer à sa souveraineté et à son droit de décision.

41. Pour ces raisons, le Gouvernement des Etats-Unis ne pourra voter en faveur du projet de résolution A/C.4/L.231. Il serait plus prudent d'adopter simplement le rapport du Comité *ad hoc*, que les Etats-Unis appuieront.

42. M. C. LIU (Chine) estime, compte tenu des objectifs définis au Chapitre XI de la Charte, que le projet de résolution commun est fort bien venu et qu'il exprime de façon correcte l'interprétation évolutionnaire que l'Assemblée générale a donnée du Chapitre XI dans les diverses résolutions que les orateurs précédents ont rappelées.

43. Néanmoins, le paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution est quelque peu obscur. M. Liu ne peut concevoir qu'on puisse interpréter les facteurs comme "faisant obstacle à l'autonomie complète". Les obstacles ne peuvent venir que de la population autochtone, de la Puissance administrante ou d'autres parties intéressées. Le représentant de la Chine aimerait quelques explications à ce sujet.

44. Le paragraphe 2 constitue pratiquement la répétition de la seconde phrase du paragraphe 5, C, du rapport du Comité *ad hoc* et devrait donc logiquement être rattaché au dernier considérant; ces deux passages ne sont que deux aspects d'une seule et même idée et ne devraient pas être séparés.

45. La relation qui existe entre les termes "autonome" et "s'administre complètement elle-même" employés au paragraphe 4 ne paraît pas très claire. Le représentant de Cuba a déclaré que le paragraphe 4 était destiné à souligner l'indivisibilité de tous les aspects de l'autonomie. Cette idée ressortirait plus clairement si l'on ajoutait les mots "dans le domaine politique" après "s'administre complètement elle-même".

46. M. Liu n'insistera pas sur les amendements qu'il a suggérés; de toute façon, il votera en faveur du projet de résolution commun.

47. Sir Alan BURNS (Royaume-Uni) dit que sa délégation a toujours pensé que la question des facteurs était plutôt étrangère aux principes et objectifs du Chapitre XI. Aussi n'a-t-elle pas pris une part très active au débat. Néanmoins, en application de la résolution 567 (VI) de l'Assemblée générale, elle a communiqué au Comité *ad hoc* son opinion dûment réfléchie. Il est regrettable que l'exposé du Royaume-Uni (A/AC.58/1/Add.3), ainsi que les autres exposés où les divers Etats Membres ont soigneusement présenté leurs arguments, n'aient pas apparemment reçu du Comité toute l'attention qu'ils méritaient; le rapport du Comité aurait eu beaucoup plus de valeur si le texte intégral de ces exposés y avait été inséré et soumis à l'examen de la Quatrième Commission. Il ressort clairement de certaines déclarations faites à la Quatrième Commission que l'on n'a pas pleinement tenu compte des opinions exprimées dans les exposés des Etats Membres.

48. Passant au projet de résolution, Sir Alan Burns souligne que l'obligation de transmettre des renseignements, dont il est question dans les deux premiers considérants, est sujette aux limitations que pourraient imposer des considérations de sécurité ou d'ordre constitutionnel. Sous réserve de ces limitations, la délégation du Royaume-Uni admet que l'obligation de communiquer des renseignements existe pour un territoire donné tant que les objectifs définis au Chapitre XI n'ont pas été atteints en ce qui regarde ce territoire.

49. La rédaction du dernier considérant esquivait certaines des difficultés que présente l'interprétation de la Charte. Le problème en ce qui concerne le Chapitre XI est de déterminer si un territoire est ou n'est pas un territoire dont les populations — ce sont là les mots essentiels — ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes. Une certaine confusion apparaît dans le rapport du Comité *ad hoc*: tantôt les caractéristiques mentionnées s'appliquent à un territoire autonome, et tantôt elles s'appliquent à une population autonome. Il aurait été prudent de la part du Comité *ad hoc* de

définir les mots "territoire" et "population". Le Comité apparemment a reculé devant les définitions.

50. La même confusion entre "territoire" et "populations" apparaît dans le paragraphe 1 du projet de résolution. En principe, l'Assemblée générale, si tant est qu'elle doive examiner la question, s'intéresse à l'existence de populations qui ne sont pas encore parvenues à l'autonomie complète. Ce problème l'intéresse non seulement du point de vue de la cessation de la transmission de renseignements mais aussi de celui de la reconnaissance de leurs obligations par les Etats qui n'ont pas jugé jusqu'ici que des obligations leur incombaient aux termes du Chapitre XI.

51. Le Royaume-Uni n'aura guère de difficulté à décider si l'un quelconque de ses territoires a ou non atteint une autonomie complète et le Gouvernement britannique n'a pas besoin d'approuver la liste des facteurs. Par exemple, si le Royaume-Uni décidait d'accorder l'autonomie complète aux populations d'un territoire non autonome, il pourrait promulguer un ordre en conseil spécialement à cet effet. Un tel instrument, qui aurait autorité sur le plan international, retirerait le territoire en question de la catégorie des territoires qui relèvent du Chapitre XI. Il est parfaitement possible que le progrès politique des populations en question ne soit pas suffisant pour leur permettre de décider en connaissance de cause de l'avenir du territoire, et ses populations pourraient ne pas être en mesure de manifester leurs opinions en connaissance de cause et par des voies démocratiques, en ce qui concerne le statut ou le changement de statut qu'elles peuvent désirer. Néanmoins, leur statut serait fixé en droit international d'une manière effective par ledit ordre-en-conseil. En conséquence, étant donné la procédure constitutionnelle du Royaume-Uni, la liste des facteurs est une question qui est étrangère à la question fondamentale du statut du territoire, tant du point de vue du droit international que du point de vue du Chapitre XI.

52. Le paragraphe 2 du projet de résolution fait preuve de sagesse et est conforme à la pratique constamment suivie par le Gouvernement britannique. Sir Alan se félicite de la présence du paragraphe 3, car il servira à dissiper l'impression, qui va grandissant dans les territoires non autonomes, que les Nations Unies hésiteraient à reconnaître le progrès politique d'un territoire donné, à moins qu'il ne soit possible, au moyen d'une série de critères presque incompréhensibles, de convaincre soixante pays que ce territoire est parvenu à un degré d'évolution supérieur de loin à celui de la majorité des Etats Membres.

53. Sir Alan ne comprend pas les mots du paragraphe 4 "sa population s'administre complètement elle-même, selon les termes du Chapitre XI de la Charte". Le rapport du Comité *ad hoc* ne contient aucune définition de mots "qui s'administre complètement elle-même". Le Gouvernement britannique juge qu'un pays s'administre lui-même en ce qui concerne les questions économiques, sociales ou de l'éducation, lorsque les pouvoirs législatif et exécutif de ce pays prennent leur décision dans ces domaines en toute indépendance. L'orateur est convaincu que les auteurs du projet de résolution commun seront en mesure de proposer une définition.

54. Sir Alan approuve le dernier membre de phrase du paragraphe 5 qui reconnaît nettement qu'il existe plus de huit Membres des Nations Unies à qui pourrait

incomber l'obligation de communiquer des renseignements.

55. Cependant, la délégation britannique ne votera pas le projet de résolution et n'approuvera pas le rapport du Comité *ad hoc*. Il reste beaucoup à faire avant qu'il ne soit possible de considérer cette question comme élucidée, même provisoirement. On a exprimé de nombreux doutes au sujet de la valeur réelle de la liste des facteurs et on a introduit de nombreux éléments nouveaux dans la discussion. Les exposées mûrement réfléchis que plusieurs gouvernements ont présentés n'ont fait l'objet que d'un examen très rapide et presque tous les termes essentiels restent à définir. En conséquence, Sir Alan pense qu'il serait sage que la Commission invite le Secrétaire général à préparer une nouvelle étude d'ensemble sur la question en tenant compte de tous les éléments dont il vient de parler et de la présenter à la huitième session de l'Assemblée générale. Dans le passé, l'Assemblée générale a paru attacher une grande importance à l'étude des facteurs, qu'elle dépêche maintenant de façon si légère.

56. Sir Alan ne s'opposera pas à une tentative visant, au moyen de ce projet de résolution commun, à retirer de l'ordre du jour un problème quelque peu irréal. Cependant, avant de passer au vote, il tient à réserver entièrement la position de son gouvernement à l'égard de toutes prétentions que l'on jugerait pouvoir émettre au nom de l'Assemblée générale. Si ce projet de résolution est adopté et si, par la suite, on émet des prétentions quelconques, la délégation britannique sera contrainte de rappeler les réserves expresses qu'elle vient de formuler.

57. M. DE MARCHENA (République Dominicaine) dit que sa délégation a toujours soutenu que l'Assemblée générale a compétence pour décider si un territoire est ou n'est pas autonome et par conséquent s'il faut ou non continuer de communiquer des renseignements au sujet de ce territoire. Le Chapitre XI de la Charte est une déclaration des Puissances administrantes, mais c'est également un traité entre ces Puissances et la collectivité internationale représentée par l'Organisation des Nations Unies. Conformément à l'Article 10 de la Charte, l'Assemblée générale est sans aucun doute compétente pour discuter le Chapitre XI et pour interpréter les obligations que les Puissances administrantes ont assumées en vertu de ce chapitre. La délégation de la République Dominicaine a en conséquence préconisé l'établissement du Comité *ad hoc* pour l'étude des facteurs et a participé à ses travaux. Elle est convaincue, comme le représentant de la République Dominicaine l'a déclaré à la 396ème séance plénière de l'Assemblée générale, que le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un principe sacré; ce principe fait partie intégrante du droit international et a été reconnu sans réserve dans la Charte des Nations Unies.

58. La délégation de la République Dominicaine a toujours soutenu qu'il est très difficile d'établir des critères absolus de l'autonomie. Néanmoins, elle a répondu à la lettre par laquelle le Secrétaire général l'a priée de présenter ses observations sur la liste des facteurs. Un tiers seulement des Etats Membres ont cru pouvoir présenter leurs observations à ce sujet; plusieurs Etats ont réservé leur opinion jusqu'au moment où ils auraient eu connaissance du rapport du Comité *ad hoc* et plusieurs Etats réservent encore leur opinion

à l'heure actuelle. Il est évident qu'un grand nombre d'Etats Membres conservent encore des doutes sérieux au sujet de la liste des facteurs et l'on peut vraiment se demander, par conséquent, si l'Assemblée générale devrait considérer cette liste comme définitive et l'adopter.

59. M. de Marchena partage l'opinion des représentants qui ont fait allusion aux aspects politiques de la question. Néanmoins, le problème a toujours été présenté à la Commission comme un problème juridique; il doit donc être résolu par des formules juridiques tirées du droit international public. Les dispositions constitutionnelles qui régissent les relations entre un territoire métropolitain et les territoires non autonomes dont il est responsable soulèvent de toute évidence des problèmes juridiques considérables. C'est pourquoi, à la sixième session de l'Assemblée générale, la délégation de la République Dominicaine a suggéré à la Quatrième Commission (216ème séance) que l'étude des facteurs soit confiée à la Commission du droit international. Elle est toujours de cet avis. Le rapport du Comité *ad hoc* devrait être soumis à un organe technique qui procéderait à une plus ample étude et adapterait la terminologie aux nécessités juridiques du problème. Une telle mesure est particulièrement nécessaire dans le cas présent, car la liste des facteurs sera un document d'une importance décisive lorsque l'on entreprendra un jour la révision de la Charte. La délégation de la République Dominicaine appuiera donc toute suggestion tendant à ce que ce problème fasse l'objet d'une étude plus approfondie, notamment par la Commission du droit international; elle se réserve le droit de présenter un projet de résolution à cet effet.

60. Le rapport du Comité *ad hoc* pêche par une grave omission: il ne contient aucune définition de l'autonomie. La délégation de la République Dominicaine a déclaré à la 216ème séance de la Quatrième Commission qu'avant toute détermination des facteurs, il faudrait définir le principe de l'autonomie du point de vue du droit international car ce principe dérive de l'application du droit constitutionnel au droit international public. L'ambiguïté du Chapitre XI à ce sujet, et notamment de l'Article 73, b, a été soulignée à plusieurs reprises par différents commentateurs et en particulier par MM. Hans Kelsen et Lauterpacht. En droit français et en droit romain, la définition d'un crime, par exemple, contient toujours la définition des éléments du crime. De même, toute définition de l'autonomie doit définir les éléments du gouvernement autonome, c'est-à-dire les facteurs. Il semble que l'on ait tendance, à la Quatrième Commission à prétendre que l'Assemblée générale doit tout d'abord déterminer les facteurs, puis plus tard, définir l'autonomie. M. de Marchena ne voit aucune raison pour que l'on n'entreprenne pas ces deux tâches simultanément; en fait il serait sans doute préférable de procéder de la sorte. La délégation de la République Dominicaine a déjà proposé de définir l'autonomie comme suit: le fait pour un peuple ou un groupe de population, de rendre ses institutions indépendantes du territoire métropolitain auquel il était jusque là lié légalement et politiquement. Toute définition de l'autonomie doit nécessairement contenir le principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

61. Le rapport du Comité *ad hoc*, aussi bien que le paragraphe 2 du projet de résolution, reconnaissent

qu'aucune énumération de facteurs ne peut faire plus que de servir de guide. Etant donné que beaucoup d'autres formules pourraient résoudre les ambiguïtés du Chapitre XI, la délégation de la République Dominicaine adoptera une attitude intermédiaire à l'égard du projet de résolution.

62. Le préambule du projet de résolution lui paraît acceptable, puisqu'il ne fait qu'énumérer les conséquences des résolutions précédentes de l'Assemblée générale. La déclaration liminaire du premier paragraphe est bien formulée mais, comme M. de Marchena l'a déjà déclaré, il serait prématuré de considérer la liste des facteurs comme définitive. Elle devrait être examinée d'une manière plus approfondie par un nouveau comité *ad hoc* ou par la Commission du droit international. Le libellé trop vague du paragraphe 2 diminue la valeur de l'ensemble du projet de résolution. Le paragraphe 4 semble être une déclaration de l'Assemblée générale, énonçant le principe formel qu'il ne peut y avoir d'autonomie dans les domaines économique et social et dans celui de l'enseignement sans autonomie politique. Ce principe est acceptable mais, en pratique, s'il était approuvé, il rendrait inutile toute la liste des facteurs. Si l'Assemblée générale désire faire une telle déclaration, elle peut le faire dans une résolution séparée. Toutefois, M. de Marchena n'est pas du tout certain qu'une déclaration de ce genre ne violerait pas le Chapitre XI de la Charte. Comme il est indiqué au paragraphe 4, cette idée introduit un élément nouveau et fondamental lourd de conséquences juridiques et politiques très graves. Il serait prématuré, pour le moment, que l'Assemblée générale adopte ce qui est, au fond, une révision du Chapitre XI. C'est pourquoi M. de Marchena ne votera pas le paragraphe 4.

63. En résumé, la délégation de la République Dominicaine n'est pas opposée au projet de résolution, mais elle estime qu'il est prématuré. Elle s'abstiendra par conséquent au cours du vote sur l'ensemble de la résolution, mais demandera peut-être un vote séparé sur certains paragraphes, à propos desquels elle émettra un vote négatif.

64. M. RYCKMANS (Belgique) tient à appeler l'attention de la Commission sur certains points qui paraissent avoir échappé aux précédents orateurs. Il ne s'agit pas pour la Commission de déterminer sous quelles conditions les gouvernements peuvent être autorisés à cesser de transmettre des renseignements, il s'agit simplement de décider quels sont les territoires pour lesquels il convient de fournir des renseignements. Les textes à soumettre à l'Assemblée générale doivent être rédigés en termes précis. La question qui se pose est donc la suivante: quels sont les territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes?

65. En second lieu, chaque Etat est libre — c'est son droit souverain — de décider quels sont, parmi les territoires qu'il administre, ceux qui relèvent du Chapitre XI de la Charte. C'est lui qui décide pour quels territoires il fournira des renseignements et pour quels territoires il n'est plus nécessaire d'en transmettre.

66. La délégation de la Belgique doute sérieusement de la valeur de la liste des facteurs préparée par le Comité spécial. Peut-être cette liste a-t-elle été établie un peu au hasard. Certaines suggestions ont été pré-

sentées au Comité, on en a ajouté d'autres, quelques-unes ont été supprimées, certaines ont été retenues. M. Ryckmans est convaincu qu'aucun membre de la Commission n'a l'impression que la question a fait l'objet d'une étude minutieuse. Le Comité n'a pas accompli ce qui aurait dû être sa tâche essentielle: définir l'autonomie.

67. La délégation de la Belgique ne prend pas position en ce qui concerne la liste des facteurs. Tous ces facteurs méritent considération; cependant, pris ensemble ou isolément, ils ne sauraient constituer un critère permettant de décider automatiquement si un territoire relève ou non du champ d'application de l'Article 73, e.

68. La liste des facteurs vient toutefois corroborer l'opinion de la délégation de la Belgique selon laquelle il existe beaucoup de peuples auxquels on pourrait appliquer ces critères et à propos desquels on ne transmet pourtant pas de renseignements. De deux choses l'une: ou bien ces critères sont valables et, dans ce cas, il convient de transmettre des renseignements sur tous les territoires auxquels on peut les appliquer, ou bien ils s'appliquent à certains territoires pour lesquels la Puissance administrante — ou, suivant certains, l'Assemblée générale — estime qu'il n'est pas nécessaire de transmettre des renseignements, et dans ce cas, ils ne sont alors pas valables.

69. M. Ryckmans va donner quelques exemples des territoires auxquelles, de l'avis de sa délégation, ces facteurs s'appliquent incontestablement. Parmi les facteurs qui permettent de conclure qu'une population a accédé à l'indépendance, on trouve: l'opinion des populations du territoire librement exprimée, en connaissance de cause et par des voies démocratiques, en ce qui concerne le statut ou le changement de statut qu'elles désirent; la mesure dans laquelle les relations du territoire avec le siège du gouvernement central peuvent être affectées par des circonstances tenant à leur situation géographique respective, telles que le fait qu'ils sont séparés par une étendue de terre ou de mer ou par d'autres obstacles naturels; enfin, la mesure dans laquelle la race, la langue, la religion ou le patrimoine culturel, les intérêts ou les aspirations différencient les populations du territoire d'avec celles du pays auquel elles s'associent librement.

70. Le représentant de la Belgique se réfère à ce propos au rapport sur les travaux de la première session de la Commission d'experts pour le travail des autochtones, tenue par l'Organisation internationale du Travail à La Paz en 1951, dans lequel sont décrites les conditions d'existence de la population indienne au Brésil. D'après ce rapport, il existe trois catégories d'Indiens: les Indiens appartenant à la première catégorie vivent dans les mêmes agglomérations que les gens civilisés; la deuxième catégorie est constituée par des tribus qui entretiennent des relations pacifiques avec les gens civilisés, mais qui habitent des régions éloignées, proches des points où les fleuves ont leur source; la troisième est composée de tribus absolument sauvages, vivant isolées dans des régions inaccessibles et qui résistent par les armes à toute tentative que font les gens civilisés pour entrer en contact avec eux.

71. Il est dit, dans un rapport publié par le Gouvernement du Venezuela pour l'année 1949-1950 que l'on essaie de civiliser les Indiens du bassin supérieur de l'Orénoque

en les initiant à la religion, en leur enseignant l'espagnol, l'agriculture et le commerce, ainsi que des principes d'hygiène et de salubrité publique. Dans un rapport du même gouvernement pour l'année 1950-1951, il est dit que, désireux d'améliorer la situation des autochtones qui vivent dans des régions lointaines et inaccessibles, le gouvernement a confié la tâche de les civiliser à des missions catholiques et qu'en dépit des difficultés rencontrées l'œuvre des missionnaires fait des progrès.

72. D'après une loi vénézuélienne de 1882, le Gouvernement fédéral continuera d'administrer les populations autochtones selon un régime spécial, jusqu'au moment jugé opportun pour leur donner un statut différent. La législation applicable à ces populations est donc différente de celle qui s'applique à la majorité des habitants du Venezuela. Une loi de 1915 a porté création de plusieurs missions chargées d'initier à la vie urbaine les groupes barbares qui subsistaient encore dans diverses parties du territoire de la République et de coloniser les régions les moins peuplées du Venezuela. Les missions ont reçu les pouvoirs nécessaires pour assurer le maintien de l'ordre parmi les Indiens et pour demander l'intervention du Gouvernement fédéral au cas où des mesures importantes devraient être prises. On fera l'éducation des Indiens, qui sont disposés à renoncer à l'existence nomade, dans des centres spéciaux où on leur apprendra où et comment s'établir de façon permanente. C'est le chef de la mission qui décidera de l'endroit où ils doivent se fixer.

73. M. Ryckmans donne à la Commission l'assurance que lorsqu'il parle des pays où l'on trouve encore des habitants non assimilés, il n'entend formuler aucune critique. La Belgique n'éprouve aucune honte à avoir sous sa souveraineté des populations à demi civilisées, et elle ne peut que sympathiser avec les autres pays qui ont à faire face aux mêmes problèmes. Les pays administrants ne sont pas responsables des problèmes, mais seulement de la manière dont ils travaillent à les résoudre.

74. Dans un rapport du Commissioner of Scheduled Castes Tribes du Gouvernement de l'Inde, publié en décembre 1951, il est question de la demande par laquelle la tribu des Nagas a réclamé son indépendance — situation que les Membres de l'Organisation des Nations Unies n'ignorent pas, puisqu'ils ont reçu de cette tribu une pétition à cet effet, datée du mois de novembre 1949. Dans cette pétition, le peuple naga affirme n'avoir jamais perdu son indépendance et être déterminé à la conserver. Récemment, les Nagas ont effectué une incursion, et le Président du Conseil, M. Nehru, a déclaré devant le Parlement que les territoires éprouvés n'étaient administrés ni par le Gouvernement de l'Inde ni par un autre gouvernement; ils ne sont soumis à aucune administration et leur population est livrée à elle-même, sauf en cas de troubles.

75. M. Ryckmans ne voit pas pourquoi l'on ne transmettrait pas de renseignements sur toutes les populations qu'il a mentionnées. Les facteurs énumérés dans la liste de la Commission s'appliquent autant à ces populations qu'à celles des territoires non autonomes sur lesquels l'Organisation reçoit des renseignements conformément à l'Article 73, e.

76. Il a déjà cité l'exemple du Libéria à la 259ème séance. Sans songer à prétendre que les fonctionnaires

du Libéria sont moins compétents ou moins dévoués aux intérêts de la population que les fonctionnaires français de la Côte-d'Ivoire, il ne voit pas pourquoi le Libéria ne fournirait pas de renseignements sur les populations qui habitent la région frontalière limitrophe.

77. La nation somalie, qui est divisée en plusieurs parties, constitue un autre exemple. L'Organisation reçoit chaque année des renseignements au sujet de la Somalie sous administration britannique, de la Somalie sous administration française et la Somalie sous administration italienne. La Somalie dont le territoire a été conquis par les Ethiopiens n'est probablement pas autonome; il faudrait que l'Ethiopie fournisse des renseignements sur ce territoire. M. Ryckmans ne voit pas pourquoi l'Ethiopie serait moins liée par cette obligation que ne le sont le Royaume-Uni, la France ou l'Italie.

78. D'après un livre intitulé *Government and Nationalism in Southeast Asia* publié par l'Institute of Pacific Relations, à New-York en 1942, il existe aux Philippines des tribus arriérées qui vivent dans les montagnes et dans la brousse. Les colonisateurs espagnols ne s'étaient pas occupés d'elles, en raison de leur combativité et parce que leur territoire ne possédait aucune ressource permettant de compenser les dépenses qu'entraîneraient des opérations militaires. Il est affirmé, dans ce livre, que les membres de cette tribu détestent les fonctionnaires philippins et que ces derniers les considèrent comme des barbares. Toujours aux Philippines, les Moros n'élisent pas leurs fonctionnaires dans les mêmes conditions que ceux qui sont élus dans les autres parties du pays. Leur territoire et ceux des autres tribus qui habitent les Philippines entrent dans les définitions proposées par le Comité *ad hoc* dans la liste des facteurs.

79. On peut également citer le cas des Dyaks qui vivent dans l'île de Bornéo et au sujet desquels le Gouvernement des Pays-Bas a fourni des renseignements en 1947, 1948 et 1949. Selon ces renseignements, un certain nombre des tribus qui vivent dans cette partie de Bornéo se trouvent complètement isolées et elles sont très arriérées et primitives; on trouve encore parmi ces tribus des chasseurs de tête. On ne peut affirmer que ces populations jouissent de l'autonomie complète telle qu'on l'entend dans la Charte.

80. On objectera sans doute que la Charte mentionne non pas les populations mais les territoires; M. Ryckmans a cependant démontré qu'un grand nombre de ces populations habitent dans des territoires distincts et nettement délimités et qu'elles ne sont pas autonomes. Il y a aussi le cas de certains territoires qui sont séparés par la mer des pays qui les administrent. Ainsi, les îles Andaman et les îles Nicobar ne sont pas entièrement indépendantes et l'île de Pâques se trouve sous la souveraineté du Chili; pourtant, l'Inde et le Chili ne communiquent aucun renseignement à leur sujet.

81. On a prétendu que la thèse belge est contraire aux principes de la souveraineté des Etats et qu'elle rendrait le colonialisme universel. Toutefois, le terme "colonie" ne figure ni au Chapitre XI de la Charte ni à l'Article 23 du Pacte de la Société des Nations, aux termes duquel les Membres de la Société des Nations s'étaient engagés à assurer le traitement équitable des populations indigènes dans les territoires soumis à leur

administration. Il n'a été établi à cet égard aucune distinction entre les pays dits métropolitains et les territoires coloniaux.

82. On a également invoqué le principe de la compétence nationale. M. Ryckmans ne voit pas le rapport que ce principe peut avoir avec les territoires qui ne sont pas situés dans les limites des frontières du territoire métropolitain.

83. La plupart des Etats qui se sont opposés à la thèse de la délégation belge étaient Membres de la Société des Nations; ils n'ont pas expliqué pourquoi l'obligation imposée par l'Article 23 du Pacte de la Société des Nations, qui était admissible il y a vingt-cinq ans, ne l'est plus aujourd'hui. L'argument selon lequel l'Article 73 s'applique aux territoires et non pas aux populations n'est qu'une pure chicanerie juridique. Les territoires ne sont importants que parce qu'ils sont habités par des êtres humains. L'opinion publique belge ne pourra pas croire à la sincérité de personnes qui se livrent à de tels sophismes tout en exprimant de beaux sentiments au sujet du bien-être des populations non autonomes, et en en appelant à l'esprit de la Charte, à l'esprit de coopération internationale, etc. La Belgique n'admettra jamais que le Chapitre XI de la Charte s'applique uniquement aux populations des territoires au sujet desquels des renseignements n'ont été librement transmis que par huit Etats. En fait, ces huit Etats ont fait preuve d'un esprit de coopération internationale bien plus grand que tous les autres Etats Membres de l'Organisation. La moitié au moins des Etats Membres des Nations Unies comprennent des populations au sujet desquelles des renseignements devraient être transmis en vertu du Chapitre XI de la Charte; le fait que ces Etats refusent de transmettre ces renseignements a pour conséquence que les huit Puissances en question, les Puissances dites coloniales, sont victimes d'une discrimination qui, à la longue, affectera gravement le fonctionnement de l'Organisation des Nations Unies.

84. M. CALERO RODRIGUES (Brésil) déclare que les observations du représentant de la Belgique sont totalement étrangères à la question dont s'occupe la Commission. Il est vrai qu'il y a des Indiens au Brésil. Le Gouvernement brésilien a d'ailleurs étudié, en commun avec diverses institutions internationales, organisations interaméricaines et institutions spécialisées telles qu l'OIT et l'UNESCO, des questions touchant les intérêts de ces Indiens, mais il est d'avis que les problèmes qui intéressent ces populations ne relèvent

pas de la Quatrième Commission. Si la question est de nouveau soulevée à la Commission, le représentant du Brésil se verra obligé de présenter une motion d'ordre. Sa délégation ne voit pas d'inconvénient à ce que les problèmes ethniques, sociaux et culturels de ces populations autochtones fassent l'objet de discussions, mais elle estime que ces discussions ne doivent pas avoir lieu à la Quatrième Commission.

85. M. RIVAS (Venezuela) rappelle que l'historique de la question est bien connu de la délégation belge. Les territoires ou les provinces du Venezuela habités par des populations arriérées ne sont pas assez peuplés pour justifier l'élection d'un sénateur. Il s'agit là cependant d'une question très différente de la question des territoires non autonomes au sens de la Charte. Les territoires non autonomes comme le Congo belge n'ont jamais fait légitimement partie du territoire métropolitain; ce sont des territoires placés provisoirement sous l'autorité des Puissances métropolitaines jusqu'à ce qu'ils deviennent autonomes. Au contraire, les régions du Venezuela auxquelles on a fait allusion ont toujours fait partie intégrante du territoire vénézuélien depuis que le pays a conquis son indépendance.

86. Le PRESIDENT dit qu'il était visible, depuis le début de sa déclaration que le représentant de la Belgique avait abordé des questions touchant de près un certain nombre d'Etats souverains, dont la plupart sont représentés à la Quatrième Commission. Les représentants de ces Etats désireront vraisemblablement présenter des observations sur ces questions et ils le feront sans aucun doute avec leur compétence et leur talent habituels. Il fait observer qu'il aurait pu interrompre le représentant de la Belgique et lui demander d'être plus bref et de ne pas s'étendre de nouveau sur un argument qu'il avait déjà avancé à propos du premier point de l'ordre du jour, puisque cela ne pouvait en aucune manière aider la Commission à examiner la question dont elle est saisie. Il s'est cependant abstenu d'interrompre le représentant de la Belgique parce qu'il a estimé qu'il devait avoir, comme tous les autres représentants, toute possibilité d'exprimer ses opinions, parce qu'il a voulu faire preuve de la plus grande courtoisie à son égard et parce qu'il n'a pas voulu donner l'impression de favoriser les nations sœurs auxquelles le représentant de la Belgique a fait allusion dans sa déclaration. En tout cas, les membres de la Commission ont le droit de soulever des questions d'ordre et ils peuvent le faire à tout moment.

La séance est levée à 18 h. 30.